

Art. 21. Le compte d'exécution du Service à gestion séparée est joint à celui du Ministère de la Communauté flamande.

Art. 22. Lorsque le comptable quitte le service, les mêmes documents comptables que ceux visés à l'article 18 doivent être établis.

Art. 23. La Cour des Comptes et l'administration des Finances et du Budget peuvent effectuer sur place le contrôle de la comptabilité. La Cour des Comptes et l'administration des Finances et du Budget peuvent se faire communiquer, en tout temps, toutes les pièces justificatives, tous les états, tous les renseignements ou toutes les précisions concernant les recettes, les dépenses, l'actif et les dettes.

Art. 24. Les dépenses sont liquidées et payées sans intervention préalable de la Cour des Comptes.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 25. Le présent arrêté produit ses effets le 25 juin 1992.

Art. 26. Le Ministre flamand compétent pour le transport et le Ministre flamand compétent pour le budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 décembre 1992.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Communications, du Commerce extérieur et des Réformes institutionnelles,
J. SAUWENS

Le Ministre flamand des Finances et du Budget,
des Etablissements de Santé, de l'Aide sociale et de la Famille,
Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 93 — 304

[C — 27027]

3 DECEMBRE 1992. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif aux agents contractuels subventionnés affectés à l'exploitation des parcs à conteneurs

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets;

Vu l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux;

Considérant qu'il convient d'assurer la continuité de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 novembre 1990 relatif aux agents contractuels subventionnés affectés à des parcs à conteneurs, arrêté dont les effets cesseront au 31 décembre 1992 et de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 novembre 1990 étendant le champ d'application de l'arrêté royal n° 474 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux;

Considérant que le nombre d'agents contractuels subventionnés attribué en vertu du présent arrêté est octroyé en sus des quotas fixés par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 déterminant les critères de répartition des subventions accordées aux pouvoirs occupant des agents contractuels, et selon des critères de répartition différents;

Sur la proposition conjointe du Ministre du Développement technologique et de l'Emploi et du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1er. Au sens du présent arrêté, on entend par :

— « l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 » : l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux;

— « l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 » : l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 déterminant les critères de répartition des subventions accordées aux pouvoirs locaux occupant des agents contractuels;

— « parcs à conteneurs » : site clôturé et surveillé où est opéré l'accueil sélectif des déchets tel que verres, huiles, papiers, cartons, plastiques et métaux, et où ceux-ci sont triés et répartis dans des conteneurs selon leur nature, puis écoulés vers des centres qui procèdent soit à leur valorisation s'ils sont récupérables, soit à leur élimination s'ils ne le sont pas;

— « contractuels subventionnés » : les agents tels que définis à l'article 2 de l'arrêté royal n° 474 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux.

Art. 2. Le champ d'application de l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 est étendu aux associations de communes à finalité économique lorsque les contractuels subventionnés sont affectés à l'exploitation de parcs à conteneurs tels que définis à l'article 1er du présent arrêté ou à d'autres tâches environnementales conformément à l'article 5, § 2, ou à l'article 6, § 2, du présent arrêté.

Art. 3. Lorsqu'un Pouvoir local est une commune ou une association de communes, et qu'il affecte un contractuel subventionné à l'exploitation d'un parc à conteneurs, les dispositions du présent arrêté sont applicables par dérogation à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991.

Art. 4. § 1^{er}. Le montant de la subvention annuelle dont bénéficie le Pouvoir local s'élève à 350 000 francs.

§ 2. Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture alloue, en plus de la prime visée au § 1^{er}, une subvention annuelle de 350 000 francs par agent contractuel subventionné affecté à l'exploitation d'un parc à conteneurs.

Art. 5. § 1^{er}. Si le Pouvoir local est une commune, le bénéfice des primes visées à l'article 4 est subordonné aux conditions suivantes :

1^o la commune doit soumettre la totalité de ses déchets à l'une des formes de traitement visées à l'article 1^{er}, 4^o, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 mars 1983 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés pour le traitement des déchets ménagers et, dans ce cadre, confier une partie de ceux-ci à un ou plusieurs parcs à conteneurs;

2^o chaque parc à conteneurs doit être accessible aux usagers gratuitement et à plein temps, soit au moins 38 heures par semaine, dont au moins 4 heures le samedi;

3^o l'accès à chaque parc à conteneurs doit exclusivement être réservé aux particuliers;

4^o la commune doit régulièrement informer les usagers potentiels de l'existence de chaque parc à conteneurs, de sa localisation, de sa gratuité et de ses heures d'accès.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, 2^o, le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture peut autoriser qu'un parc à conteneurs situé dans une commune visée à l'article 7, 1^o, ne soit accessible qu'à mi-temps, soit 19 heures par semaine, dont au moins 8 heures le samedi. Cette autorisation ne peut être accordée que pour autant que les agents contractuels subventionnés concernés soient affectés en dehors des heures d'accès et pour le solde de leur temps de travail hebdomadaire, à d'autres tâches environnementales au sein de la commune.

Art. 6. § 1^{er}. Si le Pouvoir local est une association de communes, le bénéfice de l'article 4 est subordonné aux conditions suivantes :

1^o l'association de communes doit s'être vu confier l'exploitation de parcs à conteneurs par une ou plusieurs communes membres de l'association, en vue du traitement de leurs déchets;

2^o la ou les communes qui ont confié l'exploitation de parcs à conteneurs à l'association doivent soumettre la totalité de leurs déchets à l'une des formes de traitement visées à l'article 1^{er}, 4^o, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 mars 1983, relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés pour le traitement des déchets ménagers et, dans ce cadre, confier une partie de ceux-ci à un ou plusieurs parcs à conteneurs;

3^o chaque parc à conteneurs doit être accessible aux usagers gratuitement et à temps plein, soit au moins 38 heures par semaine, dont au moins 4 heures le samedi;

4^o l'accès à chaque parc à conteneurs doit être exclusivement réservé aux particuliers;

5^o l'association de communes doit régulièrement informer les usagers potentiels de l'existence de chaque parc à conteneurs, de sa gratuité et ses heures d'accès.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, 3^o, le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture peut autoriser qu'un parc à conteneurs situé dans une commune visée à l'article 7, 1^o ne soit accessible qu'à mi-temps, soit 19 heures par semaine, dont au moins 8 heures le samedi.

Cette autorisation ne peut être autorisée que pour autant que les agents contractuels subventionnés concernés soient affectés en dehors des heures d'accès et pour le solde de leur temps de travail hebdomadaire, à d'autres tâches environnementales au sein de l'association de communes.

Art. 7. Lorsque le Pouvoir local est une commune, le nombre maximum d'agents contractuels pour lesquels celle-ci peut bénéficier des primes visées à l'article 4 du présent arrêté, est le suivant :

1^o dans les communes de 1 à 16 000 usagers potentiels, le nombre maximum est de 2 agents contractuels à temps plein, ou de un agent contractuel à temps plein lorsque la commune bénéficie de la dérogation visée à l'article 5, § 2;

2^o dans les communes de 16 001 à 50 000 usagers potentiels, le nombre maximum est de 3 agents contractuels à temps plein;

3^o dans les communes de plus de 50 001 usagers potentiels, le nombre maximum est de 4 agents contractuels à temps plein.

Le nombre d'usagers potentiels d'une commune est déterminé selon la formule :

« nombre d'usagers potentiels = $U + V.3,5/3 + W.2/3 + X.3,5/4 + Y.3,5/3$ »

où :

1. U est le nombre d'habitants de la commune, tel qu'il ressort de la dernière publication au *Moniteur belge*.

2. V est le nombre de secondes résidences existant dans la commune.

3. W est le nombre de chambres d'hôtel ou de pensions recensées dans la commune.

4. X est le nombre d'emplacements de campings ou de caravanings dans la commune.

5. Y est le nombre de logements dans les villages de vacances de la commune.

Art. 8. Lorsque le Pouvoir local est une association de communes, le nombre maximum d'agents contractuels pouvant bénéficier des primes visées à l'article 4 est égal au total de ceux auxquels pourraient prétendre, sur base de l'article 7, les communes de l'association qui ont confié l'exploitation de parcs à conteneurs à cette association.

Art. 9. Lorsqu'une commune confie l'exploitation de parcs à conteneurs à une association de communes pour le traitement de ses déchets, seule cette dernière peut bénéficier des primes visées à l'article 4.

Art. 10. Le Pouvoir local qui désire bénéficier des primes visées à l'article 4 pour des agents contractuels subventionnés affectés à des parcs à conteneurs, introduit une demande, en double exemplaire, conforme au modèle repris en annexe du présent arrêté, auprès de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne.

Art. 11. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 novembre 1990 étendant le champ d'application de l'arrêté royal n° 474 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux, est abrogé.

Art. 12. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 1993. Il cessera d'être en vigueur le 31 janvier 1996.

Art. 13. Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi et le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 décembre 1992.

Le Président de l'Exécutif,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,
G. SPITAEELS

Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,
A. LIENARD

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN.

Annexe à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 3 décembre 1992
relatif aux agents contractuels subventionnés affectés à l'exploitation des parcs à conteneurs

Modèle de demande de primes pour des agents contractuels subventionnés affectés à l'exploitation des parcs à conteneurs et de convention d'octroi de ces primes

I. Demande de prime

1° La ville, la commune de
représentée par M., Bourgmestre et représentée par M.
secrétaire communal.

2° L'association de communes dénommée
ayant son siège à
représentée par M., Président
du Conseil d'Administration et représentée par M.
secrétaire du Conseil d'Administration,

ci-dessous dénommée « le Pouvoir local ».

1. Si le Pouvoir local est une commune

A. Souhaite bénéficier des primes visées à l'article 4 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 3 décembre 1992 relatif aux agents contractuels subventionnés affectés à l'exploitation des parcs à conteneurs pour agents contractuels à temps plein qu'elle affectera au(x) parc(s) à conteneurs suivant(s) :

N° 1 Parc de situé
N° 2 Parc de situé
N° 3 Parc de situé
N° 4 Parc de situé

B. Souhaite obtenir l'autorisation visée à l'article 5, § 2, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 3 décembre 1992. Le(s) parc(s) à conteneurs visés par cette autorisation sont :

N° 1 Parc de situé
accessible heures/semaine, dont 8 au moins le samedi.
N° 2 Parc de situé
accessible heures/semaine, dont 8 au moins le samedi.
N° 3 Parc de situé
accessible heures/semaine, dont 8 au moins le samedi.
N° 4 Parc de situé
accessible heures/semaine, dont 8 au moins le samedi.

Les tâches environnementales auxquelles seront affectés les ACS pour le solde de leur temps de travail hebdomadaire sont :

1. Activité :
nombre d'heures/semaine
2. Activité :
nombre d'heures/semaine
3. Activité :
nombre d'heures/semaine
4. Activité :
nombre d'heures/semaine

C. Le ou les agents contractuels subventionnés sont engagés et affectés à ces parcs à conteneurs à partir du :

agent 1 au parc n°

agent 2 au parc n°

agent 3 au parc n°

agent 4 au parc n°

D. Le nombre d'usagers potentiels de la commune est de

Le détail de ce nombre s'établit comme suit :

1. Nombre d'habitants de la commune selon la dernière publication au *Moniteur belge* : habitants.
(N.B. : Date de la publication au *Moniteur belge* :)
2. Nombre de secondes résidences dans la commune : secondes résidences. (N.B. : Nom du document joint en annexe pour attester ce nombre :)
3. Nombre de chambres d'hôtel ou de pensions recensées dans la commune : chambres ou pensions. (N.B. : nom du document joint en annexe pour attester ce nombre :)
4. Nombre d'emplacement de camping ou de caravanning dans la commune : emplacements. (N.B. : nom du document joint en annexe pour attester ce nombre :)
5. Nombre de logements dans les villages de vacances dans la commune : logements. (N.B. : nom du document joint en annexe pour attester ce nombre :)

La formule s'établit donc comme suit :

Nombre d'usagers potentiels :

..... + 3,5/3 + 2/3 + 3,5/4 + 3,5/3.

Le nombre maximum de primes dont peut bénéficier la commune est donc de primes.

2. Si le pouvoir local est une association de communes

A. Les communes ayant confié l'exploitation de parcs à conteneurs à l'association de communes demanderesse de primes sont les suivantes :

- Commune de
parc à conteneurs de
- Commune de
parc à conteneurs de
- Commune de
parc à conteneurs de
- Commune de
parc à conteneurs de

Le nombre d'usagers potentiels de chacune de ces communes est de :

- Commune de usagers potentiels
- Commune de usagers potentiels
- Commune de usagers potentiels
- Commune de usagers potentiels

(N.B. : pour chaque commune sont joints, en annexe :

- un détail du nombre d'usagers potentiels conforme au détail figurant au point 1, D. ci-dessus;
- les documents justificatifs attestant les chiffres avancés).

B. Souhaite obtenir l'autorisation visée à l'article 6, § 2, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 3 décembre 1992.

(N.B. : pour chaque commune est joint en annexe :

- un détail des parcs à conteneurs visés par cette autorisation conforme au détail figurant au point 1, B.)

C. Le nombre maximum de primes dont peut bénéficier chaque commune est donc de :

- Commune de primes
- Commune de primes
- Commune de primes
- Commune de primes
- Commune de primes
- Total : primes

3. *Clauses communes*

A. Le Pouvoir local introduit la présente demande dans le respect de la procédure de négociation prévue par la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités et y joint le protocole de la négociation syndicale.

B. En conséquence, le Pouvoir local :

- signe déjà pour accord la convention figurant ci-dessous sub II;
- invite le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi à lui octroyer tout ou partie des primes demandées et à compléter l'article 1^{er} de la convention en conséquence;
- invite le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture à marquer son accord sur l'octroi des primes par le Ministre de l'Emploi.

II. Convention relative à l'octroi de primes

N° d'immatriculation à l'ONSS/APL :

Entre, d'une part, le Pouvoir local

Et,

D'autre part, le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi.

Il est convenu ce qui suit :

Préliminaires

1. La présente convention est conclue dans le cadre de l'application de l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux et de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 3 décembre 1992 relatif aux agents contractuels subventionnés affectés à exploitation des parcs à conteneurs.

2. Le Pouvoir local a introduit auprès du Ministre du Développement technologique et de l'Emploi, une demande de primes visées à l'article 4 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 3 décembre 1992, conforme au modèle ci-dessus, sub. I.

Article 1^{er}. Octroi de primes

Le Ministre octroie au Pouvoir local primes annuelles pour autant d'agents contractuels subventionnés employés à temps plein.

Art. 2. Montant des primes

Par application de l'article 4 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 3 décembre 1992 précité, le montant des primes accordées au Pouvoir local dans le cadre de la présente convention est de 700 000 francs par agent contractuel.

Art. 3. Activité dans le secteur non marchand

Le Pouvoir local garantit que les activités des contractuels subventionnés pour lesquels les primes sont accordées sont :

- a) d'utilité publique ou sociale ou d'intérêt culturel;
- b) ne poursuivent aucun but lucratif;
- c) satisfont des besoins collectifs qui, autrement, n'auraient pas été rencontrés.

Art. 4. Affectation à un parc à conteneurs

Le Pouvoir local garantit que les contractuels subventionnés pour lesquels les primes sont accordées sont affectés exclusivement à un ou des parcs à conteneurs visés à l'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 3 décembre 1992 ou à d'autres tâches environnementales lorsque le Pouvoir local bénéficie de l'autorisation prévue à l'article 5, § 2, ou à l'article 6, § 2, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 3 décembre 1992.

Art. 5. Conditions d'octroi des primes

§ 1^{er}. Si le Pouvoir local est une commune, il garantit :

1° qu'il soumet la totalité de ses déchets à l'une des formes de traitement visées à l'article 1^{er}, 4°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 mars 1983 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés pour le traitement des déchets ménagers et, dans ce cadre, confie une partie de ceux-ci à un ou plusieurs parcs à conteneurs;

2° que chaque parc à conteneurs est conforme à la définition qui en est donnée à l'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 3 décembre 1992 précité;

3° que parc(s) à conteneurs est (sont) accessible(s) gratuitement aux usagers au moins 38 heures par semaine et en tout cas le samedi pendant 4 heures;

4° que parc(s) à conteneurs est (sont) accessible(s) gratuitement aux usagers au moins pendant 19 heures par semaine, et en tout cas le samedi pendant 8 heures, et que dans cette hypothèse, les agents contractuels subventionnés sont affectés durant 19 heures par semaine à d'autres tâches environnementales au sein de la commune;

5° que l'accès à chaque parc à conteneurs est exclusivement réservé aux particuliers;

6° qu'il informera régulièrement les usagers potentiels de l'existence de chaque parc à conteneurs, de sa localisation, de sa gratuité et de ses heures d'accès.

§ 2. Si le Pouvoir local est une association de communes, il garantit :

1° qu'il s'est vu confier l'exploitation du ou des parcs à conteneurs auxquels sont affectés les agents contractuels subventionnés par une ou plusieurs communes, membres de l'association, en vue du traitement de leurs déchets;

2° que la ou les communes qui lui ont confié l'exploitation des parcs à conteneurs auxquels sont affectés les agents contractuels subventionnés doivent soumettre la totalité de leurs déchets à l'une des formes de traitement visées à l'article 1^{er}, 4°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 mars 1983 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés pour le traitement des déchets ménagers et, dans ce cadre, confient une partie de ceux-ci à un ou plusieurs parcs à conteneurs;

3° que parc(s) à conteneurs est (sont) accessible(s) gratuitement aux usagers au moins 38 heures par semaine et en tout cas le samedi pendant 4 heures;

4° que parc(s) à conteneurs est (sont) accessible(s) gratuitement aux usagers au moins pendant 19 heures par semaine, et en tout cas le samedi pendant 8 heures, et que dans cette hypothèse, les agents contractuels subventionnés sont affectés durant 19 heures par semaine à d'autres tâches environnementales au sein de l'association de communes;

5° que l'accès à chaque parc à conteneurs est exclusivement réservé aux particuliers;
6° qu'il informera régulièrement les usagers potentiels de l'existence de chaque parc à conteneurs, de sa localisation, de sa gratuité et de ses heures d'accès.

Art. 6. Modifications de la situation

Le Pouvoir local fait connaître immédiatement au Ministre du Développement technologique et de l'Emploi, tout changement de nature à modifier une ou plusieurs des conditions d'octroi d'une prime.

Toute modification de l'une ou plusieurs des conditions d'octroi d'une prime entraîne, de plein droit, la perte du droit à celle-ci à partir du jour de la survenance de la modification.

En cas de violation par le Pouvoir local de l'obligation d'information visée à l'alinéa 1er, le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi peut constater la perte du droit à l'ensemble des primes à partir du jour de la survenance de la modification non communiquée.

Art. 7. Paiement des primes

Les primes sont payées conformément à l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 15 septembre 1988 fixant les modalités de paiement de la prime visée à l'article 2 de l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 précité.

Art. 8. Durée

La présente convention produit ses effets le

Elle prend fin au plus tard le 31 janvier 1996.

Son entrée en vigueur est subordonnée à l'accord du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture.

Fait en 3 exemplaires, le

Le Pouvoir local,

Le Ministre du Développement
technologique et de l'Emploi,

Visé pour accord, le

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

La présente convention signée par le Ministre et visée pour accord par le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture, est notifiée au Pouvoir local par le Ministre, ce

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 3 décembre 1992 relatif aux agents contractuels subventionnés affectés à l'exploitation des parcs à conteneurs.

Le Président de l'Exécutif,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,
G. SPITAELS

Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,
A. LIENARD

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 93 — 304

[C — 27027]

3. DEZEMBER 1992. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive über das staatlich bezuschufte Vertragspersonal, das auf Containerparken beschäftigt wird

Aufgrund des Dekrets vom 5. Juli 1985;

Aufgrund des Königlichen Erlasses Nr. 474 vom 28. Oktober 1986 zur Einrichtung eines Systems für staatlich bezuschufte Vertragspersonal bei gewissen lokalen Behörden;

In Erwägung der Zweckmäßigkeit einer Kontinuität des bis zum 31. Dezember 1992 wirksamen Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. November 1990 über das staatlich bezuschufte Vertragspersonal, das auf Containerparken beschäftigt wird, und des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. November 1990 zur Erweiterung des Anwendungsbereiches des Königlichen Erlasses Nr. 474 zur Einrichtung eines Systems für staatlich bezuschufte Vertragspersonal bei gewissen lokalen Behörden;

In der Erwägung, daß die gemäß dem vorliegenden Erlaß zugeteilte Zahl der bezuschufte Vertragspersonalmitglieder zusätzlich zu den durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juni 1991 zur Bestimmung der Kriterien für die Verteilung der Zuschüsse, die den lokalen Behörden, die Vertragspersonal beschäftigen, gewährt werden, festgelegten Quoten und nach verschiedenen Verteilungskriterien gewährt wird;

Auf gemeinsamen Vorschlag des Ministers der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung und des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

— « Königlichen Erlaß Nr. 474 vom 28. Oktober 1986 » : den Königlichen Erlaß Nr. 474 vom 28. Oktober 1986 zur Einrichtung eines Systems für staatlich bezuschufte Vertragspersonal bei gewissen lokalen Behörden;

— « Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juni 1991 » : den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juni 1991 zur Bestimmung der Kriterien für die Verteilung der Zuschüsse, die den lokalen Behörden, die Vertragspersonal beschäftigen, gewährt werden;

— « Containerpark » : einen eingezäunten und überwachten Gelände zum selektiven Sammeln von Abfällen wie Glas, Öl, Papier, Karton, Kunststoff und Metall, wo diese sortiert und je nach ihrer Beschaffenheit in Containers verteilt werden. Besagte Abfälle werden alsdann nach Zentren abtransportiert, um dort verwertet bzw. beseitigt zu werden, je nachdem sie noch wiederverarbeitungsfähig sind oder nicht;

— « bezuschuften Vertragsbediensteten » : die Bediensteten im Sinne von Artikel 2 des Königlichen Erlasses Nr. 474 vom 28. Oktober 1988 zur Einrichtung eines Systems für staatlich bezuschuften Vertragspersonal bei gewissen lokalen Behörden.

Art. 2. Der Anwendungsbereich des Königlichen Erlasses Nr. 474 vom 28. Oktober 1988 wird auf die Gemeindevereinigungen mit Wirtschaftszweck ausgedehnt, wenn die bezuschuften Vertragsbediensteten für die Betreibung eines Containerparks im Sinne der Bestimmungen des Artikels 1 des vorliegenden Erlasses oder gemäß Artikel 5 § 2 oder Artikel 6 § 2 des vorliegenden Erlasses für andere Umweltaufgaben beschäftigt sind.

Art. 3. Wenn die lokale Behörde eine Gemeinde oder eine Gemeindevereinigung ist und einen bezuschuften Vertragsbediensteten für die Betreibung von Containerparks beschäftigt, finden die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses Anwendung in Abweichung von dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juni 1991.

Art. 4. § 1. Die Höhe des der lokalen Behörde gewährten jährlichen Zuschusses beträgt 350 000 BF.

§ 2. Zusätzlich zu der in § 1 erwähnten Prämie gewährt der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft einen jährlichen Zuschuß von 350 000 BF pro bezuschuften Vertragsbediensteten, der für die Betreibung von Containerparks beschäftigt wird.

Art. 5. Wenn die lokale Behörde eine Gemeinde ist, wird die Gewährung der in Artikel 4 erwähnten Prämien an folgende Bedingungen geknüpft :

1° die Gemeinde muß ihre sämtlichen Abfälle gemäß einer der Behandlungsweisen wiederverarbeiten lassen, die im Artikel 1 4° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. März 1983 über die Gewährung von Subventionen an nachgeordnete Behörden für die Behandlung von Hausmüll angeführt sind, und zu diesem Zwecke einen Teil besagter Abfälle auf einem oder mehreren Containerpark(en) ablagern;

2° jeder Containerpark muß den Benutzern mindestens 38 Stunden pro Woche frei zugänglich sein und auf jeden Fall Samstags während 4 Stunden;

3° der Zugang zu jedem Containerpark muß den Privatpersonen vorbehalten sein;

4° die Gemeinde muß die möglichen Benutzer über das Bestehen jedes Containerparks, über seine Lage, seine Unentgeltlichkeit und seine Zugangszeiten regelmäßig informieren.

In Abweichung von § 1 2° darf der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft erlauben, daß ein in einer der in Artikel 7 1° erwähnten Gemeinden gelegener Containerpark nur halbeinzig zugänglich ist, d.h. 19 Stunden in der Woche, von denen mindestens 8 Stunden Samstags. Diese Erlaubnis darf nur dann gewährt werden, wenn die betroffenen bezuschuften Vertragsbediensteten außer der Zugangszeiten und für ihre restliche wochentliche Arbeitszeit für andere Umweltaufgaben in der Gemeinde beschäftigt werden.

Art. 6. § 1. Wenn die lokale Behörde eine Gemeindevereinigung ist, wird die Anwendung des Artikels 4 an folgende Bedingungen geknüpft :

1° die Gemeindevereinigung muß durch eine oder mehrere Gemeinde(n), die Mitglied(er) der Vereinigung ist (sind), mit der Betreibung von Containerparks zwecks der Abfallbehandlung beauftragt worden sein;

2° die Gemeinde(n), die die Gemeindevereinigung mit der Betreibung der Containerparke beauftragt hat (haben), muß (müssen) ihre Abfälle gemäß einer der in Artikel 1 4° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juni 1991 zur Bestimmung der Kriterien für die Verteilung der Zuschüsse, die den lokalen Behörden, die Vertragspersonal beschäftigen, gewährt werden, erwähnten Behandlungsweisen wiederverarbeiten lassen;

3° jeder Containerpark muß den Benutzern frei und vollzeitig zugänglich sein, d.h. mindestens 38 Stunden in der Woche und auf jeden Fall Samstags während 4 Stunden;

4° der Zugang zu jedem Containerpark muß den Privatpersonen vorbehalten sein;

5° die Gemeindevereinigung muß die möglichen Benutzer über das Bestehen jedes Containerparks, seine Unentgeltlichkeit und seine Zugangszeiten regelmäßig informieren.

§ 2. In Abweichung von § 1 3° darf der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft erlauben, daß ein in einer der in Artikel 7 1° erwähnten Gemeinden gelegener Containerpark nur halbeinzig zugänglich ist, d.h. 19 Stunden in der Woche, von denen mindestens 8 Stunden Samstags. Diese Erlaubnis darf nur dann gewährt werden, wenn die betroffenen bezuschuften Vertragsbediensteten außer der Zugangszeiten und für ihre restliche wochentliche Arbeitszeit für andere Umweltaufgaben in der Gemeinde beschäftigt werden.

Art. 7. Wenn die lokale Behörde eine Gemeinde ist, so ist die maximale Anzahl Vertragsbediensteter, für die die Gemeinde die in Artikel 4 des vorliegenden Erlasses erwähnte Prämie empfangen darf, folgende :

1° in den Gemeinden von 1 bis 16 000 möglichen Benutzer(n) ist die höchste Anzahl 2 Vollzeitvertragsbedienstete oder ein Vollzeitvertragsbediensteter, wenn die in Artikel 5 § 2 erwähnte Abweichung auf die Gemeinde Anwendung findet;

2° in den Gemeinden von 16 001 bis 50 000 möglichen Benutzern ist die höchste Anzahl 3 Vollzeitvertragsbedienstete;

3° in den Gemeinden von mehr als 50 001 möglichen Benutzern ist die höchste Anzahl 4 Vollzeitvertragsbedienstete.

Die Anzahl möglicher Benutzer einer Gemeinde wird gemäß folgender Formel bestimmt : « Anzahl möglicher Benutzer = U + V.3,5/3 + W.2/3 + X.3,5/4 + Y.3,5/3 » wo :

1. U die Anzahl Einwohner der Gemeinde diejenige ist, welche das letzte Mal im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wurde;

2. V die Anzahl bestehender Zweitwohnungen in der Gemeinde ist;

3. W die Anzahl erfaßter Hotelzimmer oder Pensionen in der Gemeinde ist;

4. X die Anzahl Camping- oder Wohnwagenstandplätze in der Gemeinde ist;

5. Y die Anzahl Wohnungen in den Feriendörfern der Gemeinde ist.

Art. 8. Wenn die lokale Behörde eine Gemeindevereinigung ist, so entspricht die maximale Anzahl Vertragsbediensteter, denen die in Artikel 4 erwähnten Prämien gewährt werden können, der gesamten Anzahl Vertragsbediensteter, auf die die Gemeinden der Vereinigung, die die Gemeindevereinigung mit der Betreibung von Containerparks beauftragt haben, gemäß Artikel 7 Anspruch erheben könnten.

Art. 9. Wenn eine Gemeinde eine Gemeindevereinigung mit der Betreibung von Containerparken für die Behandlung ihrer Abfälle beauftragt, darf nur die Gemeindevereinigung die in Artikel 4 erwähnten Prämien empfangen.

Art. 10. Die lokale Behörde, die eine der in Artikel 4 erwähnten Prämie für auf Containerparken beschäftigtes bezuschusstes Vertragspersonal, erhalten möchte, richtet einen Antrag in doppelter Ausfertigung nach dem diesem Erlaß beigefügten Muster an die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region.

Art. 11. Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. November 1990 zur Erweiterung des Anwendungsbereiches des Königlichen Erlasses Nr. 474 zur Errichtung eines Systems für staatlich bezuschusstes Vertragspersonal bei gewissen lokalen Behörden wird aufgehoben.

Art. 12. Vorliegender Erlaß tritt am 1. Januar 1993 in Kraft und am 31. Januar 1996 außer Kraft.

Art. 13. Der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung und der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft werden jeder in seinem Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. Dezember 1992.

Der Vorsitzende der Exekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAEELS

Der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung,
A. LIENARD

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Anlage zum Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 3. Dezember 1992
über das staatlich bezuschusste Vertragspersonal, das auf Containerparken beschäftigt wird

**Muster eines Antrags auf Prämien für bezuschusstes Vertragspersonal,
das auf Containerparken beschäftigt wird, und Vereinbarungsmuster für die Gewährung dieser Prämien**

I. Prämieantrag

1° Die Stadt, die Gemeinde
vertreten durch :

H., Bürgermeister und

H., Gemeindesekretär

2° Die Gemeindevereinigung, benannt
mit Sitz in

vertreten durch :

H., Vorsitzenden des Verwaltungsrates und

H. Sekretär des Verwaltungsrates

nachstehend « die lokale Behörde » genannt.

1. Wenn die lokale Behörde eine Gemeinde ist

A. möchte die Prämien erhalten, die in Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 3. Dezember 1992 über das staatlich bezuschusste Vertragspersonal, das auf Containerparke beschäftigt wird, erwähnt sind, für Vollzeitvertragsbedienstete, die sie auf dem/den folgenden Containerpark(en) beschäftigen wird :

N° 1 Park von gelegen

N° 2 Park von gelegen

N° 3 Park von gelegen

N° 4 Park von gelegen

B. möchte die Erlaubnis erhalten, die in Artikel 5 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 3. Dezember 1992 über das staatlich bezuschusste Vertragspersonal, das auf Containerparken beschäftigt wird, erwähnt ist. Der (die) durch diese Erlaubnis betroffene(n) Containerpark(e) ist (sind) :

N° 1 Park von gelegen
..... Stunden zugänglich, von denen mindestens 8 Samstags.

N° 2 Park von gelegen
..... Stunden zugänglich, von denen mindestens 8 Samstags.

N° 3 Park von gelegen
..... Stunden zugänglich, von denen mindestens 8 Samstags.

N° 4 Park von gelegen
..... Stunden zugänglich, von denen mindestens 8 Samstags.

Die Umweltaufgaben, für die die bezuschusteten Vertragsbediensteten für ihre restliche wöchentliche Arbeitszeit beschäftigt werden, sind folgende :

1. Tätigkeit :

Anzahl Stunden pro Woche

- 2. Tätigkeit:.....
- Anzahl Stunden pro Woche.....
- 3. Tätigkeit:.....
- Anzahl Stunden pro Woche.....
- 4. Tätigkeit:.....
- Anzahl Stunden pro Woche.....

C. Der oder die bezuschufte(n) Vertragsbedienstete(n) wird (werden) angestellt und auf diesen Containerparken beschäftigt ab dem :

- Bediensteter 1 :..... auf Park Nr.....
- Bediensteter 2 :..... auf Park Nr.....
- Bediensteter 3 :..... auf Park Nr.....
- Bediensteter 4 :..... auf Park Nr.....

D. Die Anzahl möglicher Benutzer der Gemeinde ist.....

Diese Anzahl wird wie folgt detailliert :

- 1. Anzahl der Bewohner der Gemeinde gemäß der letzten Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* :
..... Einwohner (Anm. Datum der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*:).
 - 2. Anzahl bestehender Zweitwohnungen in der Gemeinde : Zweitwohnungen (Anm. Name der beigefügten Unterlage als Beweis für diese Anzahl :).
 - 3. Anzahl erfaster Hotelzimmer oder Pensionen in der Gemeinde : Zimmer oder Pensionen (Anm. Name der beigefügten Unterlage als Beweis für diese Anzahl :).
 - 4. Anzahl Camping- oder Wohnwagenstandplätze in der Gemeinde : Plätze (Anm. Name der beigefügten Unterlage als Beweis für diese Anzahl :).
 - 5. Anzahl Wohnungen in den Feriendörfern der Gemeinde : Wohnungen (Anm. Name der beigefügten Unterlage als Beweis für diese Anzahl :).
- Die Formel wird also wie folgt festgesetzt :
Anzahl möglicher Benutzer = + 3,5/3 + 2/3 + 3,5/4 + 3,5/3.
Die höchste Prämienanzahl, die die Gemeinde erhalten kann, ist also : Prämien.

2. Wenn die lokale Behörde eine Gemeindevereinigung ist

A. Die Gemeinden, die der prämienantragstellenden Gemeindevereinigung die Betreuung von Containerparken anvertraut haben, sind folgende :

- Gemeinde von : Containerpark von :
- Gemeinde von : Containerpark von :
- Gemeinde von : Containerpark von :
- Gemeinde von : Containerpark von :

Die Anzahl möglicher Benutzer jeder dieser Gemeinden ist :

- Gemeinde von : mögliche Benutzer :
- Gemeinde von : mögliche Benutzer :
- Gemeinde von : mögliche Benutzer :
- Gemeinde von : mögliche Benutzer :

(Anm. für jede Gemeinde sind als Anlage beizufügen :

- eine detaillierte Aufstellung der Anzahl möglicher Benutzer, die der vorstehend angeführten Unterteilung 1 D entspricht;
- die Belege zur Rechtfertigung der angeführten Ziffern).

B. möchte die in Artikel 6 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 3. Dezember 1992 erwähnte Prämie erhalten.

(Anm. für jede Gemeinde sind als Anlage beizufügen :

- eine detaillierte Aufstellung der durch diese Erlaubnis betroffenen Containerparke, die der vorstehend angeführten Unterteilung 1 B entspricht.)

C. Die maximale Prämienzahl, die die Gemeinde erhalten kann, ist also :

- Gemeinde von Prämien
- Gemeinde von Prämien
- Gemeinde von Prämien
- Gemeinde von Prämien
- Gesamtbetrag : Prämien

3. Gemeinsame Bestimmungen

A. Die lokale Behörde richtet den vorliegenden Antrag unter Beachtung des durch das Gesetz vom 19. Dezember 1974 zur Organisierung der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Bediensteten dieser Behörden vorgesehenen Verhandlungsverfahrens und unter Beifügen des Protokolls über gewerkschaftliche Verhandlungen.

B. Die lokale Behörde :

- unterzeichnet dann schon für einverstanden die nachstehend unter II angeführte Vereinbarung;
- ersucht den Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung, ihr die gesamten beantragten Prämien oder einen Teil derselben zu gewähren und den Artikel 1 der Vereinbarung dementprechend zu ergänzen;

— ersucht den Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft, der Gewährung der Prämien des Ministers der Beschäftigung zuzustimmen.

II. Vereinbarung über die Gewährung von Prämien

Eintragungsnummer beim LASS/PLV :

Zwischen der lokalen Behörde, einerseits

und dem Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung, andererseits,

ist das folgende vereinbart worden :

Preliminarien

1. Diese Vereinbarung wird im Rahmen der Anwendung des Königlichen Erlasses Nr. 474 vom 28. Oktober 1986 zur Einrichtung eines Systems für staatlich bezuschusstes Vertragspersonal bei gewissen lokalen Behörden, des Ausführungserlasses vom 3. Dezember 1992 über das staatlich bezuschusste Vertragspersonal, das auf Containerparken beschäftigt wird, abgeschlossen.

2. Wie vorstehend unter I erwähnt hat die lokale Behörde beim Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung einen Antrag auf die Prämien eingereicht, welche unter Artikel 4 des besagten Erlasses vom 3. Dezember 1992 angeführt sind.

Artikel 1. Prämiengewährung

Der Minister gewährt der lokalen Behörde Jahresprämien für soviel bezuschusste Vollzeitvertragsbedienstete.

Art. 2. Prämienbetrag

In Anwendung des Artikels 4 des obenerwähnten Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 3. Dezember 1992 beträgt jede Prämie, welche der lokalen Behörde im Rahmen dieser Vereinbarung gewährt wird, 700 000 BF pro Vertragsbediensteten.

Art. 3. Tätigkeit im nichtkommerziellen Sektor

Die lokale Behörde versichert, daß die Tätigkeiten des bezuschusteten Vertragspersonals, für das die Prämien gewährt werden :

- a) gemeinnützig oder sozialbezogen sind bzw. einen kulturellen Charakter haben;
- b) keinen gewinnbringenden Zweck haben;
- c) gemeinschaftlichen Bedürfnissen entsprechen, denen sonst nicht entgegenkommen wäre.

Art. 4. Bezeichnung für einen Containerpark

Die lokale Behörde versichert, daß das Vertragspersonal, für das die Prämien gewährt werden, ausschließlich auf einem oder mehreren der in Artikel 1 des Erlasses vom 3. Dezember 1992 erwähnten Containerparken beschäftigt wird, oder für andere Umweltaufgaben, wenn die lokale Behörde die in Artikel 5 § 2 oder in Artikel 6 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 3. Dezember 1992 vorgesehene Erlaubnis erhalten hat.

Art. 5. Gewährungsbedingungen der Prämien

§ 1. Ist die lokale Behörde eine Gemeinde, so versichert sie :

1° daß sie ihre sämtlichen Abfälle gemäß einer der Behandlungsweisen wiederverarbeiten läßt, die im Artikel 1 4° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. März 1983 über die Gewährung von Subventionen an nachgeordnete Behörden für die Behandlung von Hausmüll angeführt sind, und zu diesem Zwecke einen Teil besagter Abfälle auf einem oder mehreren Containerpark(en) ablagert;

2° daß jeder Containerpark der Definition des Artikels 1 des obenerwähnten Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 3. Dezember 1992 entspricht;

3° daß Containerpark(e) den Benutzern mindestens 38 Stunden in der Woche frei zugänglich ist (sind) und auf jeden Fall Samstags während 4 Stunden;

4° daß Containerpark(e) den Benutzern mindestens 19 Stunden in der Woche frei zugänglich ist (sind), und auf jeden Fall Samstags während 8 Stunden, und daß in diesem Fall die betroffenen bezuschusteten Vertragsbediensteten während 19 Stunden in der Woche für andere Umweltaufgaben in der Gemeinde beschäftigt werden;

5° daß der Zugang zu jedem Containerpark den Privatpersonen vorbehalten ist;

6° daß sie die möglichen Benutzer über das Bestehen jedes Containerparks, seine Lage, seine Unentgeltlichkeit und seine Zugangszeiten regelmäßig informieren wird.

§ 2. Ist die lokale Behörde eine Gemeindevereinigung, so versichert sie :

1° daß sie von einer oder mehreren Gemeinde(n), Mitglied(ern) der Vereinigung, mit der Betreuung des oder der Containerparks(e), auf dem(denen) das bezuschusste Vertragspersonal beschäftigt wird, zwecks Behandlung ihrer Abfälle beauftragt worden ist;

2° daß die Gemeinde(n), die sie mit der Betreuung der Containerparke beauftragt hat(haben), auf denen das bezuschusste Vertragspersonal beschäftigt wird, ihre sämtlichen Abfälle gemäß einer der Behandlungsweisen wiederverarbeiten läßt(lassen), die im Artikel 1 4° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. März 1983 über die Gewährung von Subventionen an nachgeordnete Behörden für die Behandlung von Hausmüll angeführt sind, und zu diesem Zwecke einen Teil besagter Abfälle auf einem oder mehreren Containerpark(en) ablagert(ern);

3° daß Containerpark(e) den Benutzern mindestens 38 Stunden in der Woche frei zugänglich ist (sind) und auf jeden Fall Samstags während 4 Stunden;

4° daß Containerpark(e) den Benutzern mindestens 19 Stunden in der Woche frei zugänglich ist (sind), und auf jeden Fall Samstags während 8 Stunden, und daß in diesem Fall die betroffenen bezuschusteten Vertragsbediensteten während 19 Stunden in der Woche für andere Umweltaufgaben in der Gemeinde beschäftigt werden;

5° daß der Zugang zu jedem Containerpark den Privatpersonen vorbehalten ist;

6° daß sie die möglichen Benutzer über das Bestehen jedes Containerparks, seine Lage, seine Unentgeltlichkeit und seine Zugangszeiten regelmäßig informieren wird.

Art. 6. Lageänderungen

Die lokale Behörde teilt dem Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung unverzüglich jede Änderung mit, die dazu angetan ist, eine oder mehrere Bedingungen für die Gewährung einer Prämie abzuändern.

Jede Änderung einer oder mehrerer Bedingungen für die Gewährung einer Prämie hat automatisch ab dem Tag der Änderung den Verlust des Anspruchs auf diese Prämie zur Folge.

Im Falle von Verstoß gegen die in Absatz 1 erwähnte Informationsbedingung durch die lokale Behörde kann der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung ab dem Tag der nicht mitgeteilten Änderung den Verlust des Anspruchs auf die gesamten Prämien feststellen.

Art. 7. Zahlung der Prämien

Die Prämien werden gemäß Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. September 1988 zur Festlegung der Zahlungsmodalitäten für die in Artikel 2 des obenerwähnten Königlichen Erlasses Nr. 474 vom 28. Oktober 1986 vorgesehenen Prämie ausbezahlt.

Art. 8. Dauer

Diese Vereinbarung tritt am in Kraft.

Sie tritt spätestens am 31. Januar 1996 außer Kraft.

Ihr Inkrafttreten bedarf der Zustimmung des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft.

Aufgestellt in drei Exemplaren, am

Die lokale Behörde

Der Minister der Technologischen Entwicklung
und der Beschäftigung

Genehmigt am

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Diese durch den Minister unterzeichnete und durch den Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft genehmigte Vereinbarung wird der lokalen Behörde durch den Minister am mitgeteilt.
Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 3. Dezember 1992 beigefügt zu werden.

Der Vorsitzende der Exekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAELS

Der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung,
A. LIENARD

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

—
VERTALING

—
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 93 — 304

[C — 27027]

**3 DECEMBER 1992. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve
betreffende de gesubsidieerde contractuelen aangesteld bij de exploitatie van containerparken**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 5 juli 1985 met betrekking tot de afvalstoffen;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen;

Overwegende dat het geboden is voor de continuïteit te zorgen van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 november 1990 betreffende de gesubsidieerde contractuelen aangesteld bij containerparken, dat met ingang van 31 december 1990 zal ophouden uitwerking te hebben en van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 november 1990 tot uitbreiding van het toepassingsveld van het koninklijk besluit nr. 474 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen;

Overwegende dat het krachtens onderhavig besluit verleende aantal gesubsidieerde contractuelen toegekend is overeenkomstig verscheidene verdelingscriteria en boven de quota's vastgesteld in het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 tot bepaling van de verdelingsmaatstaven van de toelagen die toegekend zijn aan de plaatselijke besturen waar contractuelen te werk zijn gesteld;

Op de gemeenschappelijke voordracht van de Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling en van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

— « koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 » : het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen;

— « besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 » : het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 tot bepaling van de verdelingsmaatstaven van de toelagen die toegekend zijn aan de plaatselijke besturen waar contractuelen te werk zijn gesteld;

— « containerparken » : een afgesloten en bewaakte ruimte waar afval zoals glas, olie, papier, karton, plastic en ijzer selectief worden opgeslagen, waar deze afvalstoffen worden gesorteerd en verdeeld in containers naargelang hun aard en daarna vervoerd naar centra die overgaan hetzij tot hun valorisatie indien zij terugwinbaar zijn, hetzij tot hun verwijdering in tegengesteld geval;

— « gesubsidieerde contractuelen » : de agenten zoals zij in artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 474 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen bepaald zijn.

Art. 2. Het toepassingsveld van het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 is uitgebreid tot de verenigingen van gemeenten met economisch doeleinde wanneer de gesubsidieerde contractuelen bij de exploitatie van containerparken zoals zij in artikel 1 van dit besluit, of overeenkomstig artikel 5, § 2, of artikel 6, § 2, van dit besluit bij andere taken met betrekking tot leefmilieu worden gesteld.

Art. 3. Wanneer het plaatselijk bestuur een gemeente of een vereniging van gemeenten is en het een gesubsidieerde contractueel aanstelt voor de exploitatie van een containerpark, zijn in afwijking van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 de bepalingen van dit besluit toepasselijk.

Art. 4. § 1. Het bedrag van de jaarlijkse toelage dat het plaatselijk bestuur ontvangt, bedraagt 350 000 frank.

§ 2. Behalve de in § 1 bedoelde toelage verleent de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw een jaarlijkse toelage van 350 000 frank per gesubsidieerde contractueel aangesteld bij de exploitatie van een containerpark.

Art. 5. § 1. Indien het plaatselijk bestuur dat de in artikel 4 bedoelde toelagen ontvangt een gemeente is, wordt het onderworpen aan de volgende voorwaarden :

1° de gemeente moet al haar afval onderwerpen aan één der behandelingswijzen bedoeld in artikel 1, 4°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 maart 1983 inzake toekenning van subsidies aan de ondergeschikte besturen voor de behandeling van huisvuil en, in dit kader, een deel ervan aan één of meerdere containerparken toevertrouwen;

2° elk containerpark moet voor de gebruikers kosteloos en voltijds, te weten minstens 38 uur per week waarvan minstens 4 uur op zaterdag, toegankelijk zijn;

3° de toegang tot elk park moet uitsluitend voorbehouden zijn voor de particulieren;

4° de gemeente moet de potentiële gebruikers regelmatig inlichten over het bestaan van elk containerpark, de kosteloosheid ervan en zijn toegangsuren.

§ 2. In afwijking van § 1, 2°, kan de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw toelaten dat een containerpark gelegen in een gemeente bedoeld in artikel 7, 1°, slechts halftime toegankelijk zou zijn, te weten 19 uur per week waarvan minstens 8 uur op zaterdag. Die vergunning mag slechts verleend worden voor zover de betrokken gesubsidieerde contractuelen, buiten de toegangsuren en voor het saldo van hun wekelijkse arbeidstijd, bij andere taken met betrekking tot leefmilieu in de gemeente aangesteld worden.

Art. 6. § 1. Indien het plaatselijk bestuur dat de in artikel 4 bedoelde toelagen ontvangt een vereniging van gemeenten is, wordt het onderworpen aan de volgende voorwaarden :

1° de vereniging van gemeenten moet door één of meerdere gemeenten, lid van de vereniging, belast worden met de exploitatie van containerparken ten einde hun afval te behandelen;

2° de gemeente of de gemeenten die de vereniging belast hebben met de exploitatie van containerparken moeten al hun afval onderwerpen aan één der behandelingsprocédés bedoeld in artikel 1, 4°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 maart 1983 inzake toekenning van subsidies aan de ondergeschikte besturen voor de behandeling van huisvuil en, in dit kader, een deel ervan aan één of meerdere containerparken toevertrouwen;

3° elk containerpark moet voor de gebruikers kosteloos en voltijds, te weten minstens 38 uur per week waarvan minstens 4 uur op zaterdag, toegankelijk zijn;

4° de toegang tot elk park moet uitsluitend voorbehouden zijn voor de particulieren;

5° de vereniging van gemeenten moet de potentiële gebruikers regelmatig inlichten over het bestaan van elk containerpark, de kosteloosheid ervan en zijn toegangsuren.

§ 2. In afwijking van § 1, 3°, kan de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw toelaten dat een containerpark gelegen in een gemeente bedoeld in artikel 7, 1°, slechts halftime toegankelijk zou zijn, te weten 19 uur per week waarvan minstens 8 uur op zaterdag. Die vergunning mag slechts verleend worden voor zover de betrokken gesubsidieerde contractuelen, buiten de toegangsuren en voor het saldo van hun wekelijkse arbeidstijd, bij andere taken met betrekking tot leefmilieu in de gemeente aangesteld worden.

Art. 7. Wanneer het plaatselijk bestuur een gemeente is, wordt het maximumaantal contractuelen waarvoor die gemeente de in artikel 4 bedoelde toelagen kan genieten, vastgesteld als volgt :

1° voor de gemeenten van 1 tot 16 000 potentiële gebruikers is het maximumaantal vastgesteld op 2 voltijdse contractuelen of één voltijdse contractueel wanneer de gemeente de in artikel 5, § 2, bedoelde afwijking geniet;

2° voor de gemeenten van 16 001 tot 50 000 potentiële gebruikers is het maximumaantal vastgesteld op 3 voltijdse contractuelen;

3° voor de gemeenten met meer dan 50 001 potentiële gebruikers is het maximumaantal vastgesteld op 4 voltijdse contractuelen.

Het aantal potentiële gebruikers van een gemeente wordt bepaald door de formule :

« aantal potentiële gebruikers = $U + \sqrt{3,5/3} + W.2/3 + X.3,5/4 + Y.3,5/3$ » waarin :

1. U het aantal inwoners van de gemeente is zoals blijkt uit de laatste bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*;

2. V het aantal in de gemeente bestaande weekendhuizen is;

3. W het aantal in de gemeente getelde hotelkamers of kosthuizen is;

4. X het aantal kampeer- of caravaningsplaatsen in de gemeente is;

5. Y het aantal woningen in de vakantiedorpen van de gemeente is.

Art. 8. Wanneer het plaatselijk bestuur een vereniging van gemeenten is, is het maximumaantal contractuelen die de in artikel 4 bedoelde toelagen kunnen genieten, gelijk aan het totaal aantal agenten waarop, krachtens artikel 7, aanspraak zouden kunnen gedaan worden door de gemeenten van de vereniging die de exploitatie van containerparken aan de vereniging toevertrouwd hebben.

Art. 9. Wanneer een gemeente de exploitatie van containerparken aan een vereniging van gemeenten toevertrouwt voor de behandeling van haar afval, kan alleen deze laatste de in artikel 4 bedoelde toelagen genieten.

Art. 10. Het plaatselijk bestuur dat wenst te genieten van de in artikel 4 bedoelde toelagen voor gesubsidieerde contractuelen aangesteld bij containerparken moet een aanvraag in tweevoud en gelijkvormig aan het als bijlage bij onderhavig besluit gevoegde model, indienen bij de « Direction générale de l'Economie et de l'Emploi » (Algemene Directie Economie en Tewerkstelling) van het « Ministère de la Région wallonne » (Ministerie van het Waalse Gewest).

Art. 11. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 november 1990. tot uitbreiding van het toepassingsveld van het koninklijk besluit nr. 474 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen wordt opgeheven.

Art. 12. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 1993. Het zal ophouden uitwerking te hebben op 31 januari 1996.

Art. 13. De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling en de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 december 1992.

De Voorzitter van de Executieve,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAEELS

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,
A. LIENARD

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 3 december 1992
betreffende de gesubsidieerde contractuelen aangesteld bij de exploitatie van containerparken

Model van toelageaanvraag voor gesubsidieerde contractuelen aangesteld bij containerparken
en model van overeenkomst betreffende de toekenning van die toelagen

I. Toelageaanvraag

- 1° De stad, de gemeente
vertegenwoordigd door de heer/Mevrouw
burgemeester en de heer/Mevrouw gemeentesecretaris.
- 2° De vereniging van gemeenten, met name
met zetel te
vertegenwoordigd door de heer/Mevrouw
Voorzitter van de Raad van Bestuur en de heer/Mevrouw
secretaris van de Raad van Bestuur, hieronder genoemd « het plaatselijk bestuur ».

1. Indien het plaatselijk bestuur een gemeente is

A. Wenst de toelagen bedoeld in artikel 4 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 3 december 1992 betreffende de gesubsidieerde contractuelen aangesteld bij de exploitatie van containerparken, te genieten voor voltijdse contractuelen die zij bij volgend(e) containerpark(en) zal aanstellen :

- Nr. 1 Containerpark van gelegen te
- Nr. 2 Containerpark van gelegen te
- Nr. 3 Containerpark van gelegen te
- Nr. 4 Containerpark van gelegen te

B. Wenst de in artikel 5, § 2, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 3 december 1992 bedoelde vergunning te behalen. De door deze vergunning bedoelde containerpark(en) is (zijn) :

- Nr. 1 Containerpark van gelegen te
toegankelijk uur/week waarvan minstens 8 uur op zaterdag.
- Nr. 2 Containerpark van gelegen te
toegankelijk uur/week waarvan minstens 8 uur op zaterdag.
- Nr. 3 Containerpark van gelegen te
toegankelijk uur/week waarvan minstens 8 uur op zaterdag.
- Nr. 4 Containerpark van gelegen te
toegankelijk uur/week waarvan minstens 8 uur op zaterdag.

De taken met betrekking tot leefmilieu waarbij de gesubsidieerde contractuelen voor het saldo van hun wekelijkse arbeidstijd zullen aangesteld worden, zijn de volgende :

1. Activiteit : aantal uren/week
2. Activiteit : aantal uren/week
3. Activiteit : aantal uren/week
4. Activiteit : aantal uren/week

C. De gesubsidieerde contractueel(en) wordt (worden) aangeworven en aangesteld bij deze containerparken met ingang van :

- agent 1 bij het containerpark nr.
- agent 2 bij het containerpark nr.
- agent 3 bij het containerpark nr.
- agent 4 bij het containerpark nr.

D. Het aantal potentiële gebruikers is gelijk aan

Het detail van dit aantal luidt als volgt :

1. Aantal inwoners van de gemeente volgens de laatste bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* :
..... inwoners (N.B. : bekendmakingsdatum in het *Belgisch Staatsblad* :

2. Aantal weekendhuizen in de gemeente : weekendhuizen (N.B. : benaming van het in bijlage gevoegde stuk om dit aantal te bevestigen :).

3. Aantal in de gemeente getelde hotelkamers of kosthuizen : kamers of kosthuizen (N.B. : benaming van het in bijlage gevoegde stuk om dit aantal te bevestigen :).

4. Aantal kampeer- of caravaningsplaatsen in de gemeente : kampeer- of caravaningsplaatsen (N.B. : benaming van het in bijlage gevoegde stuk om dit aantal te bevestigen :).

5. Aantal woningen in de vakantiedorpen van de gemeente : woningen (N.B. : benaming van het in bijlage gevoegde stuk om dit aantal te bevestigen :).

De formule luidt als volgt :

Aantal potentiële gebruikers = + 3,5/3 + 2/3 + 3,5/4 + 3,5/3

Het maximumaantal toelagen die de gemeente kan genieten, is dus gelijk aan : toelagen.

2. Indien het plaatselijke bestuur een vereniging van gemeenten is

A. De gemeenten die de exploitatie van containerparken hebben toevertrouwd aan de vereniging van gemeenten die toelagen heeft aangevraagd, zijn de volgende :

— Gemeente : containerpark van
 — Gemeente : containerpark van
 — Gemeente : containerpark van
 — Gemeente : containerpark van

Het aantal potentiële gebruikers van ieder van die gemeente bedraagt :

— Gemeente : potentiële gebruikers
 — Gemeente : potentiële gebruikers
 — Gemeente : potentiële gebruikers
 — Gemeente : potentiële gebruikers

(N.B. : voor iedere gemeente worden hierbij gevoegd :

— het detail van de potentiële gebruikers overeenkomstig het hierboven sub 1, D vermelde detail;
 — de bewijsstukken tot staving van de voorgebrachte cijfers)

B. Wenst de in artikel 6, § 2, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 3 december 1992 bedoelde vergunning te behalen.

(N.B. : voor iedere gemeente wordt hierbij gevoegd :

— een detail van de containerparken bedoeld door deze vergunning overeenkomstig het hierboven sub 1, B, vermelde detail)

C. Het maximumaantal toelagen die iedere gemeente kan genieten, is dus gelijk aan :

— Gemeente : aantal toelagen
 — Gemeente : aantal toelagen
 — Gemeente : aantal toelagen
 — Gemeente : aantal toelagen
 Totaal : toelagen

3. Gemeenschappelijke bepalingen

A. Het plaatselijk bestuur dient deze aanvraag in, met inachtneming van de onderhandelingsprocedure voorzien bij de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel en voegt er het protocole van de syndicale onderhandelingen bij.

B. Ingevolge :

— ondertekent het plaatselijk bestuur reeds voor akkoord de hieronder sub II vermelde overeenkomst;
 — verzoekt het plaatselijk bestuur de Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling het de gevraagde toelagen geheel of gedeeltelijk toe te kennen en dientengevolge artikel 1 van de overeenkomst in te vullen;
 — verzoekt het plaatselijk bestuur de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw met de toekenning van deze toelagen door de Minister van Tewerkstelling in te stemmen.

II. Overeenkomst betreffende de toekenning van toelagen

Inschrijvingsnummer bij de RVSZ/PPO :

Tussen, enerzijds het plaatselijk bestuur
 en, anderzijds

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling
 wordt overeengekomen hetgeen volgt :

Inleiding :

1. Onderhavige overeenkomst wordt aangegaan in het kader van de toepassing van het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van de door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen en van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 3 december 1992 betreffende de gesubsidieerde contractuelen aangesteld bij de exploitatie van containerparken.

2. Het plaatselijk bestuur heeft een in artikel 4 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 3 december 1992 bedoelde toelageaanvraag, die met het hierboven sub 1 aangegeven model overeenstemt, bij de Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling ingediend.

Artikel 1. Toelagetoekenning

De Minister kent aan het plaatselijk bestuur jaarlijkse toelagen toe voor een gelijk aantal voltijdse tewerkgestelde gesubsidieerde contractuelen.

Art. 2. Bedrag van de toelagen

Met toepassing van artikel 4 van voornoemd besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 3 december 1992 is het bedrag van de aan het plaatselijk bestuur toegekende toelagen in het kader van deze overeenkomst gelijk aan F 700 000 per contractueel.

Art. 3. Activiteiten in de niet-commerciële sector

Het plaatselijk bestuur staat borg voor het feit dat de activiteiten van de gesubsidieerde contractuelen waarvoor toelagen worden toegekend :

- a) van openbaar of sociaal nut of van cultureel belang zijn;
- b) geen winstgevend doeleinde nastreven;
- c) collectieve behoeften nakomen die anders niet zouden tegemoet zijn gekomen.

Art. 4. Aanstelling bij een containerpark

Het plaatselijk bestuur staat borg voor het feit dat de gesubsidieerde contractuelen waarvoor toelagen zijn toegekend, uitsluitend aangesteld zijn bij één of meerdere containerparken bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 3 december 1992 of bij andere taken met betrekking tot leefmilieu wanneer het plaatselijk bestuur de in artikel 5, § 2, of in artikel 6, § 2, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 3 december 1992 bedoelde vergunning geniet.

Art. 5. Toekenningsvoorwaarden van de toelagen

§ 1. Indien het plaatselijk bestuur een gemeente is, staat het in voor :

1° dat al zijn afvalstoffen onderworpen worden aan één der behandelingsprocédés bedoeld in artikel 1, 4°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 maart 1983 betreffende de toekenning van subsidies aan de ondergeschikte besturen voor de behandeling van huisvuil en, in dit kader, een deel ervan aan één of meerdere containerparken toevertrouwt;

2° dat elk containerpark overeenstemt met de beschrijving die ervan gegeven is in artikel 1 van voornoemd besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 3 december 1992;

3° dat containerpark(en) voor de gebruikers kosteloos minstens 38 uur per week en, in ieder geval, gedurende 4 uur op zaterdag toegankelijk is (zijn);

4° dat containerpark(en) voor de gebruikers kosteloos minstens 19 uur per week en, in ieder geval, gedurende 8 uur op zaterdag toegankelijk is (zijn) en dat, in dit geval, de gesubsidieerde contractuelen gedurende 19 uur per week bij andere taken met betrekking tot leefmilieu in de gemeente aangesteld zijn;

5° dat de toegang tot elk containerpark uitsluitend voorbehouden is voor de particulieren;

6° dat het de potentiële gebruikers regelmatig zal inlichten over het bestaan van elk containerpark, de localisatie en de kosteloosheid ervan alsmede over zijn toegangsuren.

§ 2. Indien het plaatselijk bestuur een vereniging van gemeenten is, staat het in voor :

1° dat het belast werd met de exploitatie van het (de) containerpark(en) waarbij de gesubsidieerde contractuelen worden aangesteld door één of meerdere gemeenten, leden van de vereniging, met het oog op de behandeling van hun afval;

2° dat de gemeente(n) die aan de vereniging van gemeenten de exploitatie van containerparken waarbij gesubsidieerde contractuelen zijn aangesteld, toevertrouwd heeft (hebben), ertoe gehouden is (zijn) al hun afval te onderwerpen aan één of meerdere behandelingsprocédés bedoeld in artikel 1, 4°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 maart 1983 betreffende de toekenning van subsidies aan ondergeschikte besturen voor de behandeling van huisvuil en, in dit kader, een deel ervan aan één of meerdere containerparken toevertrouwt (-en);

3° dat containerpark(en) voor de gebruikers kosteloos minstens 38 uur per week en, in ieder geval, gedurende 4 uur op zaterdag toegankelijk is (zijn);

4° dat containerpark(en) voor de gebruikers kosteloos minstens 19 uur per week en, in ieder geval, gedurende 8 uur op zaterdag toegankelijk is (zijn) en dat, in dit geval, de gesubsidieerde contractuelen gedurende 19 uur per week bij andere taken met betrekking tot leefmilieu in de vereniging van gemeenten aangesteld zijn;

5° dat de toegang tot elk containerpark uitsluitend voorbehouden is voor de particulieren;

6° dat het de potentiële gebruikers regelmatig zal inlichten over het bestaan van elk containerpark, de localisatie en de kosteloosheid ervan alsmede over zijn toegangsuren.

Art. 6. Wijziging van de toestand

Het plaatselijk bestuur betekent onmiddellijk aan de Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling elke wijziging die van aard is één of meerdere voorwaarden voor toelagetoekenning te wijzigen.

Elke wijziging van één of meerdere voorwaarden voor de toelagetoekenning heeft van rechtswege als gevolg het verlies van het recht op de toelage met ingang van de dag waarop deze wijziging plaats vond.

Wanneer het plaatselijk bestuur de in het eerste lid bedoelde informatieverplichting niet naleeft, kan de Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling het verlies van het recht op alle toelagen vaststellen met ingang van de dag waarop de niet-betekende wijziging plaats vond.

Art. 7. Betaling van de toelagen

De toelagen worden uitbetaald overeenkomstig artikel 2 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 september 1988 tot vaststelling van de uitbetalingsmodaliteiten van de bij artikel 2 van voornoemd koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 bedoelde toelage.

Art. 8. Geldigheidsduur
 Onderhavige overeenkomst heeft uitwerking met ingang van
 Zij eindigt uiterlijk op 31 januari 1996.
 Haar inkrachttreding is onderworpen aan de goedkeuring van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw.
 Opgemaakt in drievoud op
 Het plaatselijk bestuur, De Minister van Technologische Ontwikkeling
 en Tewerkstelling,

Gezien voor akkoord op

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw,
 G. LUTGEN

Onderhavige overeenkomst getekend door de Minister en gezien voor akkoord door de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw wordt overgemaakt door de Minister aan het plaatselijk bestuur op huidige

Gezien om bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 3 december 1993 betreffende de gesubsidieerde contractuelen aangesteld bij de exploitatie van containerparken te worden gevoegd.

De Voorzitter van de Executieve,
 belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
 G. SPITAEELS

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,
 A. LIENARD

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw,
 G. LUTGEN

F. 93 — 305

[C — 27034]

23 DECEMBRE 1992. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon modifiant l'arrêté du 22 février 1990 relatif aux attributions, à l'organisation, à la composition et au règlement d'ordre intérieur de la Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles de la Région wallonne

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 18 juillet 1991 relatif aux monuments, aux sites et aux fouilles;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par la nécessité d'adapter l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 février 1990 afin de permettre l'établissement du rapport annuel de la Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles regroupant l'ensemble des rapports annuels des commissions provinciales et des sections de la régionale, dans un délai raisonnable;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,

Arrête :

Article 1er. A l'article 34, alinéa 2, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 février 1990 relatif aux attributions, à l'organisation, à la composition et au règlement d'ordre intérieur de la Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles de la Région wallonne, les termes « 31 mars » sont remplacés par les termes « 31 mai ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* et au plus tard, le 20 mars 1993.

Art. 3. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 décembre 1992.

Le Président de l'Exécutif,
 chargé de l'Economie, des PME et des Relations extérieures,
 G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,
 R. COLLIGNON

ÜBERSETZUNG

D. 93 — 305

[C — 27034]

23. DEZEMBER 1992. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Abänderung des Erlasses vom 22. Februar 1990 über die Befugnisse, die Organisation, die Zusammensetzung und die Geschäftsordnung der Königlichen Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen der Wallonischen Region

Aufgrund des Dekrets vom 18. Juli 1991 über Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, vom 16. Juni 1989 und vom 4. Juli 1989;